

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Interview de Chérèque, le 12 décembre 2002

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : jeudi 12 décembre 2002

Démocratie & Socialisme

FRANCE 2

QUESTION OUVERTE - Le 12/12/2002 - 20 :35

François CHEREQUE, secrétaire général CFDT

Gérard LECLERC

François CHEREQUE, bonsoir.

François CHEREQUE

Bonsoir.

Gérard LECLERC

Seul un salarié sur trois s'est déplacé pour aller voter aux élections prud'homales, est-ce que ce n'est pas un nouveau signe d'une désaffection à l'égard des syndicats avec le risque que de plus en plus, on se passe de vous, que les politiques, que le gouvernement décide sans vous ?

François CHEREQUE

Si le gouvernement faisait cette analyse, il se tromperait. Ces élections sont mal organisées, nous le savons tous, elles servent à régler les conflits du travail et elles se déroulent en dehors de l'entreprise. C'est pour cette raison que nous, à la CFDT, nous proposons depuis plusieurs mois une réforme de la représentativité et d'organiser dans toutes les entreprises des élections où les salariés auraient vraiment le choix de désigner, de choisir les syndicats qui négocient pour eux, qui leur amèneraient des résultats concrets. Donc, nous sommes plus vers une réforme de ce type de scrutin plutôt qu'une analyse qui serait mauvaise.

Gérard LECLERC

Néanmoins, quand le gouvernement assouplit les 35 heures, voire les supprime dans la restauration hôtellerie, quand il réforme la loi sur la modernisation sociale, sur les mesures anti-licenciements, tout ça, il le fait sans vous à l'Assemblée ?

François CHEREQUE

D'une part, on a eu effectivement des accords avec le gouvernement qui n'a pas respecté les engagements qu'il avait pris avec nous sur la suspension de cette loi. Mais, c'est aussi à nous, les partenaires sociaux, de faire la preuve au gouvernement, puisqu'il nous propose de négocier sur ce sujet de l'emploi qui est central, qui est l'inquiétude première des salariés, que nous sommes capables de négocier, d'avoir du dialogue entre nous et amener des résultats concrets en particulier pour les salariés des petites entreprises. Donc, c'est à nous de faire...

Gérard LECLERC

Justement, là, il vous propose de négocier sur les procédures de licenciements, vous allez le faire ?

François CHEREQUE

A la CFDT, on souhaite que cette négociation s'engage. Il faut avoir du courage, les syndicats, on ne peut pas

uniquement s'opposer. Les électeurs avaient un choix dans ces élections entre l'immobilisme et la volonté de dialogue, ils ont choisi, je pense, dans la CFDT, le dialogue. Et il faut qu'on s'engage dans cette démarche-là.

Gérard LECLERC

Justement, les observateurs trouvent que dans ces élections, il ressort qu'il y a une espèce de pôle réformiste qui est en train de se constituer avec la CGT, la CFDT, la CFTC et les autonomes, l'UNSA. C'est votre avis ?

François CHEREQUE

C'est une bonne nouvelle. Pour la première fois, les syndicats qui, traditionnellement sont pour la négociation, pour le dialogue, ont pratiquement la moitié des voix à ces élections. On note depuis quelques semaines, avec le travail que nous faisons avec la CGT sur une future réforme des retraites, que la CGT veut s'engager dans une réforme, elle vient de le montrer avec la CFDT à EDF. Donc, si cette démarche de la réforme et du dialogue est maintenant partagée majoritairement par les syndicats, c'est une bonne chose surtout pour les salariés.

Gérard LECLERC

La CFDT, elle enregistre une relative stabilité, alors, est-ce que c'est plutôt une déception parce que vous ne progressez plus contrairement aux élections précédentes ? Ou, au contraire, est-ce que ça vous conforte dans cette stratégie réaliste ?

François CHEREQUE

On nous avait promis une baisse significative, nous sommes la première des trois grandes confédérations à maintenir le résultat il y a cinq ans, donc c'est bien. C'est une preuve qu'effectivement, les salariés sont prêts à soutenir un syndicalisme qui s'engage et qui dit la vérité. Donc, ce résultat m'amène à passer un message très fort aujourd'hui, j'exhorte le gouvernement d'ouvrir les négociations pour ces réformes dont nous avons besoin, en particulier celle des retraites et celle du dialogue social, c'est une nécessité.

Gérard LECLERC

On va y venir tout à l'heure. Simplement, il y a une seule grande organisation qui recule, c'est Force Ouvrière, et elle voit dans ce recul, le signe d'une certaine résignation des salariés face, dit-elle, à l'abandon des acquis sociaux que seule Force Ouvrière défendrait.

François CHEREQUE

Mais résignation ? Lorsqu'un syndicat comme la CFDT propose d'entrer dans une réforme des retraites, c'est pour garantir les retraites de demain, pour faire en sorte que les salariés qui seront à la retraite aient un haut niveau de retraite. Ce n'est pas de la résignation. C'est un constat qu'on a une difficulté et qu'on veut sauver les retraites.

Gérard LECLERC

Justement, sur cette question des retraites, est-ce que vous pouvez éviter un recul social quand vous voyez le patronat dire qu'il va falloir cotiser six ou sept ans de plus, ça part mal ?

François CHEREQUE

Mais le recul social, il existe aujourd'hui ! Sion ne fait pas cette réforme, demain, d'ici vingt ans, les retraites vont baisser pratiquement du quart. Donc, ne rien faire, c'est la résignation. Nous, nous voulons une réforme ambitieuse qui fixe le niveau des retraites et qu'on discute des vrais problèmes. Là, c'est une vraie réalité. On n'est pas obligé d'aller vers les mesures effectivement extrêmes que propose le MEDEF, mais on est obligé de discuter du niveau des retraites que l'on veut demain, c'est l'élément essentiel.

Gérard LECLERC

Oui, mais en acceptant l'alignement de la cotisation pour le privé et le public, par exemple ?

François CHEREQUE

Mais bien évidemment, ce sujet sera à la négociation. Mais avant d'accepter la durée...

Gérard LECLERC

Sera dans la négociation, vous dites clairement qu'il va falloir y venir.

François CHEREQUE

Ce sera dans la négociation, mais avant d'y arriver, sur ce sujet-là, rentrons sur le niveau des retraites. Quel va être le niveau des retraites demain, par exemple, pour un smicard ? Nous souhaitons, si c'est sur le salaire de référence, qu'il ait un niveau de retraite qui représente 100% de son salaire. Ensuite, est-ce que les salariés vont avoir le choix d'une véritable retraite à la carte ? Ensuite, dans le public, est-ce qu'on va intégrer les primes dans les salaires ? Ensuite, est-ce qu'on va tenir compte des travaux pénibles ? Tous ces éléments dans la négociation nous permettront ensuite, effectivement, d'accepter ou de ne pas accepter les 40 ans.

Gérard LECLERC

Et tout ça sera bouclé à la fin du printemps prochain ?

François CHEREQUE

Si on a besoin d'un ou deux mois supplémentaires, on ira jusqu'au bout, l'important, c'est de faire une bonne réforme qui dure dans le temps plutôt que d'embarquer une en quelques jours.

Gérard LECLERC

Un autre dossier, c'est l'assurance chômage, là aussi, ça ne se présente pas très bien puisque l'on annonce un déficit en hausse de 5 milliards d'euros pour 2003. Ernest-Antoine SEILLIERE disait ici même, que tout le monde devrait d'une certaine façon mettre la main à la poche. C'est-à-dire qu'on va augmenter les cotisations pour tout le monde, baisser les allocations pour les chômeurs ?

François CHEREQUE

Deux raisons à cette difficulté : Un, il y a plus de chômeurs. Donc, à chaque fois qu'il y a plus de chômeurs, on a une difficulté pour financer. Mais aussi, parce que la CFDT, à la dernière réforme, on avait amélioré les prestations

pour ces chômeurs justement. D'où les difficultés...

Gérard LECLERC

Donc, aujourd'hui, il va falloir, je le redis, augmenter les cotisations et baisser les prestations ?

François CHEREQUE

C'est une discussion qui va sur des terrains classiques comme ça. Un, les cotisations, on les a baissées lorsqu'on avait des facilités financières, il serait logique de les augmenter. Ensuite, discuter sur les prestations, mais aussi l'Etat, on a une dette vis-à-vis de l'Etat, il faut qu'on discute avec elle... un prêt. C'est tous les éléments classiques de la négociation dans ce cas-là.

Gérard LECLERC

Je change de sujet, il y a eu ces derniers jours toute une série de grèves de nouveau à la SNCF dans le Midi toulousain, à Amiens, aujourd'hui, c'est les transports publics à Marseille. Est-ce que vous ne pensez pas que pour un service public, ça doit fonctionner, et donc que d'une certaine façon, il faudrait enfin mettre en oeuvre un service minimum ?

François CHEREQUE

Le service minimum, c'est aussi une contrainte pour les usagers, ce n'est pas obligatoirement la meilleure chose. Mais, il serait de notre honneur, les syndicats, de poser le problème de la prévention de ces conflits sociaux. Il faut mettre en place des systèmes d'alerte pour que de plus en plus, on aille vers la négociation, qu'on essaye de trouver des solutions avant qu'on arrive dans le conflit. Je crois que c'est de notre responsabilité...

Gérard LECLERC

Mais pas le service minimum comme ça existe en Allemagne, en Italie ?

François CHEREQUE

Il faut mettre en place des systèmes où on aille vers la négociation inévitablement pour éviter ce genre de conflits, pour qu'ils deviennent marginaux. Le problème en France, c'est qu'il y a trop de grèves parce qu'il n'y a pas assez de dialogue social...

Gérard LECLERC

Donc, là aussi, il faut négocier ?

François CHEREQUE

Négocier, c'est le maître mot. Négocier et réformer, je crois, les deux mots de la journée.

Gérard LECLERC

Vous avez succédé, il y a quelques mois, à Nicole NOTAT qui était une très forte personnalité, c'est une mission

difficile ?

François CHEREQUE

C'est une mission difficile, mais aussi une fierté d'être à la tête d'un syndicat comme la CFDT qui est pour la réforme, qui n'a pas peur de poser les problèmes, qui veut trouver des solutions. C'est une fierté de lui succéder. Mais, je crois qu'on ne se porte pas trop mal à la CFDT vu le résultat des urnes hier.

Gérard LECLERC

François CHEREQUE, merci. FIN-